

Cette nuit 271 enfants dormiront dehors dans la Métropole lyonnaise. La préfecture de Lyon n'en a mis quasiment aucun à l'abri. En cette journée qui marque la fin de la trêve hivernale, la situation est extrêmement préoccupante.

La date du 31 mars donne le signal des expulsions pour les habitant.es avec titres (locataires) ou sans titres (squatteur.ses). D'ici le mois de juin, au moins 7 squats, représentant au total plus de 300 personnes, sont menacés d'expulsion.

Habitant.es du squat rue de Bourgogne, du squat de Sans-Souci, et du squat du cours Emile Zola, notre situation est particulièrement inquiétante car nous sommes menacé.es d'expulsion dès le 1er avril. D'autres squats sont menacés d'expulsion début juin, le Duracuire et la Pyramide.

L'Etat ne remplit ni ses missions d'hébergement inconditionnel ni d'hébergement des demandeur.ses d'asile, mais il est bel et bien présent quand il s'agit d'utiliser la force pour mettre des personnes à la rue!

Regroupons nous pour exiger:

- Création immédiate de nombreuses places d'hébergement d'urgence.
- L'arrêt des expulsions de bâtiments où il n'existe aucun projet.
 - L'arrêt de la coupure des fluides
- Aucune expulsion sans relogement.
 - La réquisition des 18 000 logements vides dans la métropole.